

**DOSSIER ÉCONOMIE**

**POUVOIR D'ACHAT, INFLATION ET CHÔMAGE**

**Par Bernard Trémeau**

**S O M M A I R E**

Introduction ..... page 2

1945-1949: nationalisations,  
hyperinflation et retour au plein-emploi ..... page 3

1949-1969: la progression rapide  
du pouvoir d'achat en France. .... page 4

1969-1984: l'inflation demeure  
et le chômage apparaît ..... page 6

1985-1999: chômage sans inflation ..... page 9

1999-2008: avec l'euro, la France  
fonce vers une crise monétaire ..... page 11

L'état actuel de la France  
nécessite un traitement d'urgence ..... page 14

Comment arriver  
au plein-emploi sans inflation? ..... page 16

Conclusion ..... page 20

## Introduction

Le but de cet article est de trouver le mécanisme précis qui lie entre eux pouvoir d'achat, inflation et chômage, en étudiant l'histoire de la monnaie française depuis 1945.

### Cinq périodes marquent cette histoire.

**1/ De 1945 à 1949**, pendant cinq ans c'est l'hyperinflation et la remise en marche de l'économie française après la guerre et l'occupation. Le pouvoir d'achat double en cinq ans et retrouve ainsi le niveau de 1938.

Les idées de Marx avec les nationalisations dominent cette période hyperinflationniste.

**2/ De 1949 à 1969**, pendant 20 ans, absence de chômage, avec augmentation rapide du pouvoir d'achat et inflation « modérée ».

Les idées de Keynes se superposent alors aux idées de Marx.

**3/ De 1969 à 1984**, pendant 15 ans, régression de la progression du pouvoir d'achat, apparition du chômage qui grimpe à 10 %, et persistance de l'inflation qui se maintient aussi à 10 % par an.

Le Marché commun est mis en place et les idées de Friedman se superposent mal aux idées de Marx et de Keynes.

**4/ De 1984 à 1999**, pendant 15 ans, le pouvoir d'achat des Français progresse peu : 2 % par an. Le chômage oscille autour de 10 %, mais l'inflation est éradiquée.

Les idées de Friedman triomphent de l'inflation, mais le chômage demeure.

**5/ De 1999 à 2007**, c'est l'euro et la monnaie unique. Le pouvoir d'achat stagne, l'inflation est toujours maîtrisée, mais le comportement inflationniste est plus fort en France qu'en Allemagne. Notre balance commerciale se détériore dangereusement et nous avançons les yeux fermés vers une crise monétaire sans pouvoir dévaluer.

Or, il existe aujourd'hui dans le monde des pays,

Comme la Chine, où le pouvoir d'achat progresse de plus de 10 % par an, où le chômage régresse, mais où l'inflation est mal maîtrisée.

Comme l'Allemagne où l'inflation est maîtrisée, la balance commerciale largement positive, et le chômage en régression.

Ou comme l'Irlande où l'inflation est maîtrisée, le pouvoir d'achat augmente rapidement et le chômage est éradiqué.

Le but de cet article est d'essayer de trouver une explication logique aux différentes situations économiques observées. Et d'en déduire une action possible.

## **1/ 1945-1949 : nationalisations, hyperinflation et retour au plein-emploi.**

Il faut isoler cette courte période de l'histoire économique de la France, caractérisée par l'hyperinflation.

Le 22 juillet 1944, alors que Paris n'est pas encore libérée, les accords de Bretton Woods, dominés par la personnalité de Keynes qui dirige la délégation anglaise, décident qu'une parité fixe liera les différentes monnaies du monde entre elles. Les 3/4 des réserves d'or du monde sont alors aux USA. Seul le dollar aura sa valeur liée à l'or. Le dollar se substitue ainsi à l'or comme monnaie de réserve. Mais les Américains s'engagent à fournir de l'or aux pays qui le demanderont, au prix de 35 dollars l'once. C'est le fameux « gold exchange standard » qui fonctionnera jusqu'en 1971.

De plus sont créés le Fonds Monétaire International (le FMI) et la Banque Mondiale, organismes capables d'intervenir quand un État se trouve en difficulté économique.

- La France vit alors pratiquement dans une totale autarcie économique. Des droits de douane sélectifs ferment nos frontières à la libre circulation des marchandises. Tandis que le contrôle des changes interdit la libre circulation des capitaux.

La production française était tombée en 1945 à la moitié de ce qu'elle était en 1938, avant la guerre. Elle double en quatre ans, en particulier avec le retour des prisonniers français d'Allemagne et elle retrouvera en 1948 le niveau de 1938.

**Une vaste politique de nationalisation chère aux marxistes est mise en place : enseignement avec l'Éducation nationale, assurance avec la Sécurité sociale couvrant la santé, les retraites et le chômage, transport avec les chemins de fer et le métro, énergie avec EDF et GDF, banques avec la Banque de France, etc. Comme les nationalisations sont effectuées non pas en spoliant les anciens propriétaires, mais en les indemnisant, il est strictement impossible que toutes ces énormes dépenses soient financées par une augmentation des impôts.**

**La planche à billets est très largement utilisée.**

**De plus les dépenses de fonctionnement de la Sécurité sociale sont financées par les charges sociales que les entreprises doivent payer. Un système économique responsable d'une inflation future par les coûts est mis en place.**

**Pour couronner le tout, le Viet Minh communiste envahit Hanoï le 19 décembre 1946 pour libérer l'Indochine et il massacre les Français qui s'y trouvent. La guerre d'Indochine commence.**

**Énormes dépenses issues des nationalisations, gros alourdissement des prix de**

revient des entreprises pour offrir à leurs salariés la « gratuité » des soins, guerre d'Indochine enfin. Il est normal qu'une inflation galopante se soit installée en France. 48,3 % en 1945, 52,6 % en 1946, 49,2 % en 1947. D'importants troubles sociaux, mal maîtrisés par les syndicats marxistes, éclatent au printemps 1947. L'armée se tient prête à intervenir. Les communistes quittent le pouvoir.

Et l'inflation atteint 58,7 % en 1948.

Mais pendant ces quatre années, les salaires augmentent d'environ 60 % tous les ans tandis que le contrôle des prix empêche l'inflation de supprimer totalement le déséquilibre créé entre l'offre et la demande. Le pouvoir d'achat progresse donc rapidement.

## 2/ 1949-1969 : la progression rapide du pouvoir d'achat en France.

La France vit toujours en autarcie économique.

Mais en 1957, avec l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, la France décide de créer un marché commun européen. Il faudra attendre 1969 pour que le Marché commun entre dans la pratique.

Pendant ces 20 années, les gouvernements français conservent le droit millénaire de battre monnaie. Ils peuvent ainsi financer leurs dépenses sans avoir recours à une augmentation des impôts ou à un déficit. Ils font marcher « la planche à billets » pour financer par exemple une mesure plaisant à leur électorat, mais aussi pour financer la guerre d'Algérie. Il est évident que toute augmentation de la masse monétaire supérieure à une augmentation équivalente de l'offre aboutit à une inflation qui corrige automatiquement le déséquilibre entre l'offre et la demande. Cette inflation réduit le pouvoir d'achat de tous ceux qui la subissent. C'est un parfait impôt proportionnel sur les revenus.

Pour s'opposer à cette inflation, les gouvernements français ont profité d'une aide américaine et ont utilisé trois mesures précises.

- Dès 1945, les Américains ont décidé d'aider les pays européens à se relever des destructions de la guerre. Et Marshall propose son plan le 5 juin 1947 à tous les pays européens. Ce plan sera lancé le 16 avril 1948. Staline refuse d'accepter l'aide américaine pour les pays sous contrôle soviétique. L'Europe se trouve ainsi divisée en deux zones pour 40 ans, jusqu'à l'effondrement du mur de Berlin en 1989.

Les Américains demandent aux Européens d'acheter avec l'argent qu'ils leur donnent du matériel fabriqué par les USA en excès du fait de la fin de la guerre. Ceci leur permet d'aider leurs entreprises à se reconvertir. Le plan Marshall est ainsi une aide aux entreprises américaines par Européens interposés. Mais les beaux tracteurs américains envahissent les exploitations agricoles françaises. On abandonne l'agriculture où la femme et les enfants tiraient la charrue.

Ainsi le plan Marshall n'augmente pas la demande en France. Il augmente au contraire les capacités de l'offre. Il correspond à un investissement de productivité. Il s'oppose donc totalement à l'inflation.

- Les responsables économiques français prennent conscience qu'une création monétaire excessive avait été responsable de l'hyperinflation ayant marqué les quatre années d'après-guerre.

Dès le 5 janvier 1948, le plan Meyer est proposé pour supprimer l'hyperinflation. On réduit de façon drastique les dépenses financées par une création monétaire excessive. L'inflation tombera à 13,8 % en 1949, puis oscillera aux environs de 10 %.

- Les gouvernements français ont ensuite mis en place ce qu'on appelait alors une « politique de rigueur », c'est-à-dire un contrôle des salaires opposant les gouvernements aux salariés et un contrôle des prix l'opposant aux entreprises.

Le contrôle des salaires était essentiellement politique. Il avait une efficacité proportionnelle à la volonté du gouvernement d'éradiquer l'inflation et inversement proportionnelle à la force des syndicats. Il est très probable que le contrôle des salaires ait globalement ralenti la spirale inflationniste prix-salaires. La réforme Pinay arrivera même en 1952 à stopper l'inflation pendant cinq ans. Mais avec la guerre d'Algérie, elle remonte à 15,2 % en 1958.

**- Le contrôle des prix était une action beaucoup plus administrative. De longues négociations opposaient administration et représentants des entreprises. On arrivait finalement à un accord qui déterminait un prix de vente, prix qui sera utilisé jusqu'à un nouvel accord. Il est probable que l'accord obtenu aboutissait lors de sa conclusion à un prix correspondant à la réalité économique. Mais au fil des mois, des augmentations de salaires ou de retraites pouvaient survenir, ne correspondant pas à une augmentation équivalente de l'offre. L'inflation ne pouvait pas rééquilibrer cet excès de pouvoir d'achat, puisque le contrôle des prix s'y opposait avec une certaine efficacité.**

**Il existait donc un excès permanent de pouvoir d'achat entretenu par le contrôle des prix. Excès qui se traduisait dans la pratique par une « pénurie ». Les Français disposaient de l'argent nécessaire pour acheter une voiture, un appartement ou une machine à laver. Mais les entreprises n'avaient pas encore réalisé les investissements leur permettant de satisfaire cette demande. Il fallait s'inscrire et attendre pendant de longs délais. Les entreprises avaient leur carnet de commande toujours bien rempli. Elles répondaient à cette trop forte demande en investissant pour améliorer leur productivité, ou en important de la main-d'œuvre étrangère pour augmenter leur capacité de production. Le pouvoir d'achat des Français a ainsi progressé en moyenne de plus de 5 % par an, avec une pointe à 10,1 % en 1962 après les réformes de Jacques Rueff aboutissant au nouveau Franc. Une progression du pouvoir d'achat aussi rapide que la progression actuelle chinoise.**

**La pénurie qui a marqué toute cette période est à comparer à la pénurie existant dans l'ex URSS. Tandis que sont distribués des salaires correspondant à une production prévue par le plan, la production réelle reste toujours bien inférieure aux prévisions du plan. Et l'inflation ne peut pas corriger le déséquilibre entre l'offre et la demande, car celui qui augmenterait ses prix serait envoyé au goulag. Du coup, on fait la queue dans les magasins.**

**Le contrôle des prix à la française, en interdisant à l'inflation de rééquilibrer totalement demande et offre, semble avoir été le grand responsable du dynamisme de l'économie française durant toute cette longue période caractérisée par l'autarcie économique, la progression du pouvoir d'achat dépassant 5 % par an et l'absence de chômage voisinant la surchauffe. Mais une inflation mal maîtrisée avoisinant 10 %. Les résultats français étaient alors les meilleurs de l'OCDE.**

**Or, on a l'impression que nos responsables ont créé involontairement cette économie très dynamique, sans comprendre les mécanismes monétaires qui étaient responsables de ce dynamisme.**

**Les « 30 glorieuses » de Nicolas Baverez sont encore dans toutes les mémoires.**

### **3/ 1969-1984 : l'inflation demeure et le chômage apparaît.**

En 1969, les idées de Milton Friedman et de l'école monétariste de Chicago s'introduisent dans la gestion des économies européennes. Ce professeur d'économie de Chicago a publié en 1962 son livre « Capitalisme et Liberté » critiquant les interventions keynésiennes de l'État dans l'économie.

#### **a) 1969 est une année charnière sur le plan mondial.**

- La mondialisation de l'économie devient effective. La circulation des informations, des capitaux, des hommes ou des marchandises se fait de plus en plus rapidement et massivement, à un coût de plus en plus négligeable. De national, le marché devient mondial. Les entreprises nationales exposées à la concurrence internationale peuvent disparaître ou au contraire acquérir une dimension mondiale. Une grande mobilité de l'emploi devient donc nécessaire.

- Les parités fixes entre les dix principales monnaies sont abandonnées pour utiliser les cours flottants. Ce ne sont plus les responsables des États qui déterminent la valeur relative de deux monnaies lors d'une dévaluation, mais l'ensemble des citoyens en échangeant tous les jours des milliards de dollars ou d'euros (Accords du 19 mars 1973, confirmés par les accords de la Jamaïque en 1976).

- L'or est abandonné comme valeur de référence entre les monnaies, alors qu'il l'était depuis des millénaires (Accord de Washington en décembre 1971).

#### **b) 1969 est une année charnière sur le plan européen.**

La mise en place du Marché commun décidé en 1957 entre dans la pratique.

- On supprime les barrières douanières et le contrôle des changes pour obtenir la libre circulation des capitaux, des marchandises et des services en Europe. Ainsi la moitié de nos entreprises est exposée à la concurrence des entreprises étrangères, tandis que l'autre moitié, nationalisée et devenue monopole d'état, reste hors concurrence.

- Mais cette mise en concurrence de nos entreprises privées est réalisée sans modifier notre fiscalité. Or notre fiscalité est de loin la plus lourde en Europe.

On ne modifie pas la fiscalité et les charges touchant nos entreprises, on en rajoute même en transformant en janvier 1970 le SMIG en SMIC ou en avançant l'âge de la retraite alors que les médecins allongent la durée de la vie. Ce sont en effet les entreprises qui payent le SMIC et les charges sociales.

On ne modifie pas la fiscalité touchant le capital bien qu'elle soit nettement plus lourde que celle des autres pays. Or, pour investir, les entreprises ont besoin de capitaux.

On modifie cependant la fiscalité touchant la consommation. La TVA n'imposera plus que les produits fabriqués en France, mais elle imposera aussi les produits importés. Les pays européens adopteront la TVA française hors taxe.

- On abandonne progressivement le contrôle des prix et des salaires. On le remplace par un système européen de lutte contre l'inflation, système qui se veut l'ébauche d'une future monnaie commune. On commence à lutter contre l'inflation en contrôlant la masse monétaire.

Le "Serpent Européen" a d'abord été utilisé de 1971 à 1978, laissant le marché déterminer la valeur relative des monnaies, mais obligeant les banques centrales à intervenir à partir d'une certaine variation. Ce fut un échec cuisant. Les pays européens quittent les uns après les autres le Serpent monétaire.

Le système Monétaire Européen (le SME) succède au Serpent en janvier 1979. Une parité fixe relie alors les différentes monnaies européennes. Quand l'inflation commence à trop perturber l'économie d'un pays, un accord a lieu entre gouvernements et une nouvelle parité est décidée.

### **c) 1969 est aussi une année charnière sur le plan Français.**

- Les événements de mai 1968 ont rapidement abouti en juin aux « accords » de Grenelle, augmentant de plus de 10 % l'ensemble des salaires, de 35 % les bas salaires, et réduisant le temps de travail à 40 heures par semaine. Ces trois réformes qui augmentent la demande en réduisant l'offre n'ont finalement produit que de l'inflation et elles n'ont pas engendré la moindre augmentation du pouvoir d'achat. Charles De Gaulle, qui était hostile à une nouvelle dévaluation, quitte définitivement le pouvoir en avril 1969 et Georges Pompidou lui succède. Il dévalue une nouvelle fois. Malgré cet échec économique, Mai 68 et les accords de Grenelle restent dans la mémoire populaire française une grande avancée sociale.

- Les événements de mai 1968 modifient aussi les mentalités. Il est interdit d'interdire. La rigueur dans la gestion de l'économie est fortement contestée par les salariés et leurs syndicats, qui n'hésitent pas à recourir à la grève pour obtenir des augmentations de salaires. Surtout dans les secteurs nationalisés qui sont à l'abri de la concurrence. Une augmentation de salaires dans la RATP ne compromet pas la compétitivité du métro. Cette entreprise est en situation de monopole. Elle ne donne qu'une augmentation de nos impôts, donc finalement un peu plus d'inflation pour l'ensemble des Français. Elle n'aboutit pas à une augmentation globale de pouvoir d'achat. Elle provoque uni-

quement un transfert de pouvoir d'achat de l'ensemble de la population vers les salariés de la RATP.

L'abandon du contrôle des prix supprime le système qui permettait à la demande de rester en permanence un peu supérieure à l'offre. Les carnets de commande des entreprises se vident.

La suppression des droits de douane, associée au maintien (voire à l'augmentation) de toutes les contraintes économiques pesant sur les entreprises françaises aboutit nécessairement à la non-compétitivité de ces entreprises. Car les charges pesant sur nos entreprises sont bien supérieures à celle des autres pays. Nos entreprises ne peuvent plus rééquilibrer leurs trésoreries en augmentant leurs prix. Elles le font en réduisant au maximum possible leurs augmentations de salaires. Elles le font aussi en réduisant leurs investissements. Pour résister, elles doivent sous-traiter une partie de plus en plus importante de leur production à l'étranger. Elles doivent délocaliser une partie ou la totalité de leurs activités. Sinon, c'est la fermeture.

- Plus de la moitié de l'économie française est nationalisée. Nos services publics sont devenus des monopoles d'État non soumis à la concurrence. La concurrence ne contraint plus leurs dirigeants à investir pour améliorer la qualité de leurs produits et abaisser leurs coûts de production. L'absence de concurrence pousse au contraire leurs salariés à utiliser la grève comme moyen « normal » de discussion pour obtenir un avantage quelconque. Une grève de la RATP n'est plus une grève opposant une entreprise soumise à la concurrence à ses salariés. C'est une grève opposant des salariés certains de ne pas perdre leur emploi au gouvernement, tout en privant les Parisiens de leur moyen de transport.

Ces trois facteurs pourraient expliquer à eux seuls l'évolution de l'économie française vers une moindre progression. La progression du pouvoir d'achat chute de 6,9 % en 1970 à 0 % en 1983. Tandis que le chômage apparaît dès 1970, après les accords de Grenelle et le vote de la loi transformant le SMIG en SMIC. Il grimpe à 10,3 % en 1985, malgré plus d'une quinzaine de relances de type keynésien, chaque nouveau ministre des finances croyant en effet qu'il suffisait d'augmenter la demande pour relancer l'économie. Malheureusement, les relances keynésiennes ne produisent pas d'augmentation de pouvoir d'achat, mais de l'inflation.

**Il existe aussi une explication monétariste à l'arrivée du chômage dans notre pays.**

**Dans le cadre du Système Monétaire Européen (le SME), les gouvernements européens ont en effet décidé d'abandonner le contrôle des prix pour lutter contre l'inflation. Ils le remplacent par le contrôle de la création monétaire. Le principe en est simple. Quand la masse monétaire progresse plus rapidement que l'offre, l'inflation corrige automatiquement le déséquilibre entre offre et demande. Le SME confie aux banquiers centraux des pays européens (la Banque de France chez nous) le soin de réguler la masse monétaire. Les banques centrales disposent de plusieurs moyens pour obtenir ce résultat.**

**Mais le seul moyen efficace sur le long terme est de rendre le crédit accordé aux banques privées plus ou moins coûteux. La banque centrale augmente ou diminue à volonté les taux d'intérêts qu'elle exige des banques privées. (les taux courts). La**

banque privée répercute sur ses clients ces variations des taux d'intérêts. Plus le crédit est coûteux, moins on emprunte.

De 1969 à 1985, les gouvernements européens ont gardé leur droit de battre monnaie, c'est-à-dire d'augmenter la masse monétaire en fonction de dépenses excessives accordées aux électeurs.

La banque centrale ne pouvait pas éliminer cette inflation sans stopper totalement la progression de l'économie. D'autant plus que dans cette période, en 1973 et en 1979, l'économie mondiale a subi par deux fois une augmentation brutale du prix du pétrole.

Finalement, plus la planche à billet fonctionnait, plus la Banque de France réduisait ses crédits, donc freinait le développement du pouvoir d'achat. Le chômage est arrivé.

**Chômage et inflation ont cohabité.**

#### **4/ 1985-1999 : chômage sans inflation**

En 1983, copiant d'autres pays qui l'avaient déjà adopté avec succès, l'Europe met en place un système efficace de lutte contre l'inflation. Et l'inflation disparaît. Le chômage n'augmente plus, mais se maintient à de hauts niveaux.

Les gouvernements européens décident en effet en 1983 d'abandonner leur privilège millénaire de battre monnaie. C'est une véritable révolution culturelle. Dorénavant, quand un gouvernement veut faire une dépense nouvelle, il ne peut plus faire marcher la planche à billets. Il n'utilise donc plus l'inflation pour financer sa dépense. Il peut augmenter les impôts, mais les impôts de la France sont déjà les plus importants de l'Europe et ceux qui subissent l'augmentation d'impôts ont tendance à ne pas être satisfaits. Il peut aussi emprunter, mais l'Europe a prévu cette seconde hypothèse et elle interdit que l'endettement de l'État dépasse un certain niveau. Niveau que ne respectera d'ailleurs pas la France.

Les banques centrales sont dorénavant les seules à pouvoir augmenter ou diminuer la masse monétaire, en prêtant plus ou moins d'argent aux banques privées qui le leur demandent. Il n'y a plus de « création » monétaire à proprement parler, puisque l'argent mis en circulation n'est qu'un prêt qui doit être remboursé dans les trois mois. Mais au fil des jours, la banque centrale prête plus d'argent qu'elle n'en recouvre et la masse monétaire augmente finalement. Théoriquement, si la banque centrale décidait d'accorder des prêts d'une valeur inférieure aux retours attendus, elle pourrait ainsi diminuer la masse monétaire, donc faire baisser les prix si l'offre restait constante.

Enfin les banques centrales ont toutes reçu de l'Europe la même mission : maintenir l'inflation à moins de 2 %.

Le système mis en place en 1983 s'avère à l'expérience parfaitement efficace dans tous les

pays européens. L'inflation du franc et de toutes les autres monnaies européennes tombe en quelques années aux 2 % demandés et s'y maintient ensuite. Comme l'inflation est identique dans tous les pays, il devient tout à fait possible de passer à l'étape suivante, la monnaie commune, à l'euro.

Le chômage français cesse de progresser, mais oscille autour de 10 %, malgré toutes les politiques de relance par la demande qui sont encore utilisées. Mais le chômage français est nettement supérieur à celui des autres pays unis par le SME. Il est supérieur au chômage allemand en subissant les mêmes variations que lui.

À partir de 1985 La progression du pouvoir d'achat stagne en France et en Allemagne aux environs de 2 %. Mais elle grimpe à 5 % en Irlande où le chômage disparaît.

Il existe une explication « monétariste » de la persistance du chômage en France et en Allemagne avec sa disparition en Irlande pendant toute la période.

Schématiquement, l'inflation peut avoir deux origines.

L'inflation par une progression trop rapide du volume de la masse monétaire. La demande devient ainsi supérieure à l'offre. Les prix montent automatiquement. Comme les gouvernements n'ont plus le droit de faire marcher la planche à billets, cette cause d'inflation a disparu d'Europe.

Mais il existe aussi une inflation par augmentation des coûts.

Elle peut être d'origine salariale. Les salariés qui obtiennent une augmentation de salaires supérieure à l'augmentation de leur productivité font grimper les prix, c'est automatique.

Elle peut être d'origine gouvernementale. Les gouvernements qui alourdissent les charges pesant sur leurs entreprises ont une action inflationniste. Le passage du SMIG au SMIC est par exemple automatiquement créateur d'inflation par les coûts. Les gouvernements qui ont imposé les charges sociales aux entreprises créent une inflation par les coûts quand les dépenses de maladie ou de retraite augmentent. C'est automatique

Elle peut être d'origine internationale. Les crises pétrolières en sont l'exemple le plus voyant. Mais avec l'émergence économique de pays comme l'Inde ou la Chine, la rareté du fer ou du lait fait grimper les prix.

Or la banque centrale a reçu une mission précise : maintenir le taux d'inflation à 2 %. Elle utilise la régulation de la masse monétaire pour s'y opposer. Plus l'inflation par les coûts est forte, plus la banque centrale doit réduire la quantité de crédits qu'elle accorde aux gouvernements, aux entreprises et aux particuliers. Il y aura moins de TGV ou d'autoroutes, moins d'investissements dans des machines plus performantes et moins d'achats d'appartement ou de voiture à crédit.

La lutte contre l'inflation par les coûts passe nécessairement par une réduction de la masse monétaire. Donc par une réduction du pouvoir d'achat. C'est mathématique.

De nombreux Français sont persuadés que pour relancer l'économie, il suffirait que la banque centrale réduise ses taux. Si elle le faisait, sans que l'inflation par les coûts n'ait été préalablement réduite dans la même proportion, une telle manœuvre ne pourrait qu'être inflationniste. Elle mènerait à associer chômage et inflation, ce que certains ont appelé « stagflation ».

Par contre, si l'on réduit massivement les charges pesant sur les entreprises, comme l'a fait l'Irlande en 1985 ou l'Allemagne en 2004, on réduit immédiatement l'inflation par les coûts. On permet donc à la banque centrale d'augmenter la masse monétaire sans augmenter l'inflation : le pouvoir d'achat augmente. Et si son augmentation est suffisante, le chômage régresse automatiquement.

## **5/ 1999-2008 : avec l'euro, la France force vers une crise monétaire**

De 1945 à 1971, les valeurs relatives de toutes les monnaies du monde étaient unies par une parité fixe déterminée par des accords entre les gouvernements. Parité fixe prenant l'or comme référence finale, à travers le dollar.

Depuis 1971, du fait de la fantastique progression des échanges internationaux et sous l'influence des idées de Milton Friedman, la parité fixe et la référence à l'or sont abandonnées pour les dix principales monnaies du monde, dont le franc. C'est le marché qui détermine depuis, au jour le jour, les valeurs relatives des dix principales monnaies.

Mais les parités fixes ne sont pas abandonnées pour autant. Dans plusieurs marchés locaux, une parité fixe relie toujours une monnaie principale aux monnaies locales : ainsi le dollar a été lié en Amérique du nord au peso mexicain, en Amérique du sud au real Brésilien et au peso argentin, ou en Asie aux principales monnaies locales, le baht thaïlandais, la roupie indonésienne, le ringgit malais et le peso philippin.

Et dans l'Europe en route vers la monnaie unique, une parité fixe a finalement été installée, avec le Système Monétaire Européen (le SME) et l'écu.

Finalement, depuis 1945, le franc a toujours été relié, soit à toutes les autres monnaies par une parité fixe, jusqu'en 1971, soit uniquement aux monnaies européennes après 1971.

La parité fixe a un gros avantage. La valeur relative (le taux de change) des deux monnaies reste constante entre deux réévaluations et cette constance offre une apparente stabilité. Des contrats de courte durée peuvent être signés entre deux entreprises étrangères sans avoir à faire intervenir une variation monétaire.

Elle donne aussi aux gouvernements l'illusion de dominer la réalité monétaire, d'être plus puissants que le marché.

Mais la réalité économique est incontournable. Quand l'inflation est plus forte dans un pays que dans un autre, les entreprises de ce pays deviennent de moins en moins compétitives, alors que celles du pays où l'inflation est moindre le deviennent de plus en plus. Les consommateurs de deux pays liés par une parité fixe achètent à qualité égale les produits les moins coûteux. L'activité économique

se déplace petit à petit dans le pays ayant le comportement le moins inflationniste. La balance commerciale du pays le plus inflationniste se creuse, alors que la balance commerciale du pays le moins inflationniste se gonfle. Les capitaux à la recherche d'investissements quittent le pays le plus inflationniste pour s'investir dans le pays le moins inflationniste. Les progrès de productivité sont plus rapides dans le pays le moins inflationniste. Ce qui accentue encore le déséquilibre. À l'inflation par les coûts s'ajoute l'inflation par manque d'investissements. Un phénomène d'accélération du déséquilibre s'installe.

Or la France est un pays où culturellement le peuple et ses gouvernements n'hésitent pas à avoir un comportement inflationniste.

La France a même connu par trois fois l'hyperinflation. En 1715, pour éponger les dettes héritées de Louis XIV, le régent a fait appel au « financier » écossais John Law. Celui-ci met en circulation, en plus de la monnaie métallique, une énorme quantité de monnaie papier. En 1789, le gouvernement révolutionnaire à court d'argent invente les assignats qui deviennent une véritable monnaie-papier l'année suivante. Pendant cinq ans, la République n'abuse pas de la « planche à assignats ». Mais en 1795, après la chute de Robespierre, la planche à assignats s'emballe. La masse monétaire en assignats passe en neuf mois d'un milliard de livres à 34,5 milliards... Ceux qui refusent en paiement des assignats s'exposent à de très graves peines.

Enfin, en 1945, nous avons subi notre troisième hyperinflation.

De son côté, l'Allemagne a subi une terrible hyperinflation en 1922, inflation dont les nations victorieuses ont été en partie responsables. Elles ont en effet volontairement diminué l'offre en Allemagne. Cette hyperinflation a été suivie d'une très forte récession en 1929. Ces troubles économiques ont porté les Nazis au pouvoir en 1933, en toute légalité. Depuis, les Allemands, conscients que l'inflation a été le facteur déclenchant de la prise de pouvoir de Hitler, ont peur de l'inflation, et ils ont adopté un comportement beaucoup moins inflationniste que les Français.

Signalons cependant dans notre histoire monétaire récente, une forte inflation allemande. En 1990 après la chute du mur de Berlin et la réunification politique et économique des deux Allemagne, une mesure très fortement inflationniste est prise. Le gouvernement ouest-allemand décide en effet qu'un mark est-allemand vaut un mark ouest-allemand. Ce qui correspond en pratique à un triplement de la valeur des salaires en Allemagne de l'est, sans que la productivité des usines de l'est soit améliorée. Un fantastique déséquilibre économique a été créé en Allemagne. Les entreprises de l'ouest n'ont pas pu satisfaire du jour au lendemain toute cette nouvelle et énorme demande. L'inflation s'est installée en Allemagne. Tandis que les entreprises de l'Allemagne de l'est, dont la productivité avait été laminée par 40 ans de communisme, n'étaient absolument plus compétitives en payant leurs salariés trois fois plus cher. Un chômage de masse s'est installé en Allemagne de l'est. Pendant plus de cinq ans, juste avant la création de l'euro, l'inflation allemande est ainsi devenue supérieure à l'inflation française. Ce qui a fait croire aux responsables français de l'époque qu'ils maîtrisaient mieux l'inflation que les Allemands, donc que la monnaie unique devenait enfin possible

En dehors de cet épisode exceptionnel, l'inflation française a toujours été plus forte que l'inflation allemande. Comme une parité fixe a lié les deux monnaies depuis 1945, aussitôt que les signes

d'une surévaluation du franc apparaissaient, une dévaluation était effectuée. Du 26 décembre 1945 au 11 janvier 1987, date de la dernière dévaluation du franc, soit en 42 ans, quinze dévaluations ont marqué l'histoire relative du mark et du franc. Plus d'une dévaluation tous les trois ans...

Les dévaluations survenant à temps ne perturbent pas trop la compétitivité des entreprises. Mais parfois, pour des raisons essentiellement d'ordre politique, les gouvernements tardent trop à dévaluer les monnaies. Le déséquilibre de la balance des paiements s'accroît, le pouvoir d'achat stagne de plus en plus, puis régresse même, le chômage augmente. Au fil des mois, des troubles sociaux de plus en plus graves accompagnent cette évolution économique : grèves partielles, grèves générales, manifestations de rues, manifestations violentes contre la police ou les pompiers, incendies de voitures, incendie de bâtiments publics, pillages de magasins et véritables combats de rue entre les manifestants et la police. Finalement l'armée est appelée au secours et de nombreux morts deviennent alors possibles.

Ceux qui sont exclus du travail par la mauvaise gestion de la valeur relative des monnaies ne font plus confiance au gouvernement qui est incapable de leur procurer un emploi. Quand le chômage dépasse 20 % et quand le pouvoir d'achat commence à régresser, les violences apparaissent.

Il arrive un moment où les spéculateurs sentent que la dévaluation est inévitable dans de brefs délais. La parité choisie n'est plus tenable. Ils spéculent alors brutalement et massivement sur la valeur inadaptée des monnaies, vendant massivement au cours officiel la monnaie qui va dévaluer et achètent à la place la monnaie qui va être réévaluée. Cette brutale évasion des capitaux contraint toujours les gouvernements à céder, à dévaluer.

Cette évolution d'une parité fixe trop prolongée caractérise ce qu'on appelle une « crise monétaire ». Une telle crise est déjà survenue dans de nombreux pays, selon le même schéma. C'est ainsi qu'ont dévalué brutalement :

Le peso mexicain le 20 décembre 1994.

Le bath thaïlandais le 2 juillet 1997.

Le peso philippin le 11 juillet 1997.

Le ringgitt malaisien le 21 juillet 1997.

Le réal brésilien le 15 janvier 1999.

Le peso argentin le premier janvier 2002.

Signalons encore deux autres crises monétaires que nous avons mises à part, du fait d'une plus grande complexité d'analyse. La crise du SME le 16 septembre 1992 où le financier Soros a contraint la livre anglaise à quitter définitivement le SME. Et la crise monétaire russe de 1998.

Les cours flottants ont un immense avantage sur les parités fixes : ils mettent à l'abri des dangereuses crises monétaires. Et vouloir aujourd'hui rétablir une certaine parité fixe entre l'euro et le dollar exposerait automatiquement à un risque évident, inutile et dangereux.

Le premier janvier 1999, le franc et le mark disparaissent. Ils sont remplacés par l'euro.

La parité choisie entre l'euro et les différentes monnaies a été calculée avec une très grande précision au dix millième de centime près. Un euro vaut par exemple 6,55957 francs. Cette incroyable précision montre que nos responsables économiques sont totalement ignorants d'une réalité économique toute simple constatée dans tous les pays du monde depuis des siècles : l'inflation par les coûts est différente en Allemagne, en France, en Italie ou en Espagne. L'économie n'est pas un phénomène statique. C'est au contraire un phénomène en perpétuelle évolution. Il est évident qu'au bout de huit jours, un euro ne valait déjà plus 6,55957 francs.

Ce comportement parfaitement utopique des économistes français rappelle le comportement tout aussi utopique des économistes argentins. En avril 1991, ils firent inscrire par les responsables politiques « dans la Constitution » la nouvelle parité fixe du peso : un peso = un dollar. Moins de trois ans plus tard, dès janvier 1994, le déficit de la balance commerciale argentine annonçait déjà une des crises monétaires les plus sanglantes de l'histoire du monde.

## **6/ L'état actuel de la France nécessite un traitement d'urgence**

La parité choisie en 1999 a permis à la France d'avoir au départ un léger excédent de sa balance commerciale, excédent qui disparaît dès le 1<sup>er</sup> janvier 2000. Ensuite, pendant trois ans, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2003, la balance commerciale française reste à peu près équilibrée, tandis que les échanges dans la zone euro augmentent rapidement.

Mais en septembre 2002, le chancelier Schröder réduit fortement les charges pesant sur les entreprises allemandes, alors que les gouvernements français n'hésitent pas à augmenter les leurs. Les entreprises françaises ne sont plus compétitives. La balance commerciale de la France commence à se dégrader. Le déficit annuel est de 4,7 milliards d'euros en 2004, de 22,8 milliards en 2005, de 28,1 milliards en 2006. Il s'effondre à 39,1 en 2007. Et il s'aggrave chaque mois. Nos exportations continuent à grimper, mais nos importations montent bien plus lentement. Un deuxième signe de gravité doit être souligné : la part des exportations françaises en Europe régresse régulièrement. Les entreprises européennes prennent des parts de marché à nos entreprises.

Tous les signes d'une évolution vers une crise monétaire grave et proche sont réunis. Le chômage dépasse largement 20 % dans certains secteurs, tandis que le pouvoir d'achat commence à régresser. On incendie les écoles, les bibliothèques, les commissariats. De véritables émeutes ont lieu brutalement et à la moindre occasion dans les banlieues. On pille les magasins, on tire maintenant à balle sur les CRS. L'armée n'est pas encore intervenue, mais on est proche de ce dernier stade.

Aujourd'hui, la France a pratiquement franchi tous les échelons aboutissant à une crise monétaire grave. Malheureusement, les spéculateurs ne peuvent même plus spéculer contre le franc, puisque le franc n'existe plus. Les spéculateurs ne peuvent donc plus ouvrir les yeux au gouvernement français et le contraindre par une brutale spéculation à dévaluer.

Le cas de figure est nouveau. Il est très urgent de rendre les entreprises françaises compétitives en dévaluant. Or, revenir au franc pour pouvoir dévaluer nécessiterait des mois de négociations.

Il faut donc agir d'une autre façon et c'est heureusement possible.

En effet, de lourdes charges pèsent sur les entreprises françaises. Impôts nationaux ou locaux, impôts sur le capital, charges sociales, etc.

**Le gouvernement peut et doit d'urgence, dans les semaines qui viennent, supprimer une partie très importante de ces charges pour rendre les entreprises françaises compétitives. S'il ne le fait pas, l'intervention de l'armée devient prévisible.**

**Une fois les charges supprimées, le gouvernement a le choix entre deux options. Soit il augmente de façon équivalente d'autres impôts, pour rééquilibrer le budget du pays, dans une vision statique et comptable de l'économie. C'est l'option allemande. Soit il n'augmente pas les autres impôts. C'est l'option irlandaise.**

- Le gouvernement ne doit pas augmenter les impôts progressifs sur le revenu. Car actuellement, plus d'un million de jeunes français dynamiques et souvent diplômés ont déjà quitté la France, pour des raisons fiscales essentiellement. Il ne faut pas aggraver l'hémorragie.

- Le gouvernement peut augmenter les impôts proportionnels sur le revenu, type CSG. Ce type d'imposition diminue immédiatement le pouvoir d'achat, donc la demande. Mais très rapidement les entreprises sont obligées de baisser leurs prix pour conserver leur clientèle. Elles le font, puisqu'on leur en a donné les moyens en abaissant leurs charges. Finalement, l'augmentation de la CSG ne diminue pas le pouvoir d'achat des Français, en faisant baisser les prix. Comme l'inflation régresse en France, la BCE peut diminuer ses taux. Le pouvoir d'achat des Européens augmente alors. Ils doivent remercier les Français d'avoir pris des mesures anti-inflationnistes.

- Le gouvernement peut augmenter les impôts sur la consommation, la TVA (c'est la fameuse TVA sociale).

Immédiatement, cette imposition est inflationniste, c'est évident. Les prix augmentent et réduisent donc d'autant le pouvoir d'achat des Français.

Dans un deuxième temps, au bout de quelques semaines, les entreprises soumises à la concurrence sont condamnées à baisser leurs prix pour conserver leur clientèle. Elles le font puisqu'elles en ont les moyens. L'augmentation de prix initiale disparaît et l'on revient aux prix antérieurs. La mesure n'est plus ni inflationniste, ni réductrice du pouvoir d'achat. Mais elle ne pousse pas encore la BCE à baisser ses taux.

Dans un troisième temps, les entreprises redevenues compétitives augmentent leurs investissements, leur productivité. Les prix baissent alors car la concurrence est là. La BCE peut alors diminuer ses taux. Le pouvoir d'achat de l'ensemble des Européens augmente et le chômage régresse en Europe. Il est possible que l'amélioration actuelle du chômage en France soit finalement secondaire à la baisse de la TVA allemande de 2002, par BCE interposée. Mais il est évident que la manipulation fiscale allemande a rendu les entreprises françaises encore moins compétitives, donc a augmenté le chômage en France et actuellement, le chômage régresse bien plus rapidement en Allemagne qu'en France. L'expérience allemande confirme ce que l'analyse économique avançait.

- Le gouvernement peut enfin diminuer les charges pesant sur les entreprises sans exiger une augmentation équivalente d'autres impositions.

Immédiatement, les recettes fiscales du pays vont diminuer, c'est évident. Donc le déficit comptable de la France va augmenter.

Mais on a accordé aux entreprises les moyens financiers dont elles avaient grand besoin pour augmenter leurs investissements de productivité, leurs salaires et leurs dividendes. Au lieu de licencier, elles embauchent. Au lieu d'être obligées de freiner sur les augmentations de salaires, elles peuvent adopter une politique salariale souple. Au lieu de délocaliser, elles investissent sur place, ce qui fait baisser les prix. Au lieu de ne plus faire de bénéfiques, elles font des bénéfiques. Elles attirent donc les investisseurs.

La demande augmente en même temps que l'offre, tandis que les investissements de productivité font baisser les prix. La reprise de l'activité augmente les ressources de l'État, tandis que la réduction du chômage réduit ses dépenses sociales.

Finalement, quand l'imposition des entreprises « surimposées » décroît, la reprise de l'activité économique issue de cette réduction des impôts augmente les ressources fiscales de l'État. Mais il est évident qu'une suppression totale des impôts annihilerait les rentrées fiscales. Il existe donc un seuil à partir duquel une augmentation des impôts réduit les recettes fiscales. Ce seuil semble se situer aux environs de 20 %. Trop d'impôts tue l'impôt.

L'expérience irlandaise confirme cette analyse économique théorique. Jusqu'en 1985, l'Irlande appliquait la politique keynésienne que la France applique encore aujourd'hui. Son taux de chômage (25 %) et son déficit budgétaire étaient alors bien plus élevés que ceux de la France. L'Irlande était le pays de plus pauvre d'Europe. Brutalement, en 1985, elle abandonne la politique économique keynésienne pour appliquer la politique monétariste de Friedman. Elle baisse par exemple ses taxes sur les salaires de 37 à 19 % et les impôts sur les bénéfices de 50 % à 16 %. Sans augmenter d'un centime les autres impôts. Le pouvoir d'achat qui stagnait grimpe brutalement en quelques mois à plus de 5 % par an. Les rentrées fiscales au lieu de diminuer augmentent. Un vrai miracle ! Le déficit budgétaire se transforme en excédent. Maintenant, l'Irlande est un des pays les plus riches du monde...

## **7/ Comment arriver au plein-emploi sans inflation ?**

Certaines réalités économiques ou politiques sont pratiquement incontournables, comme la mondialisation, le Marché commun ou la monnaie commune.

### **La mondialisation**

- Le passage d'une économie nationale à une économie mondiale est un fait technologique que même les « anti-mondialistes » acceptent, puisqu'ils se font maintenant appeler « alter-mondialistes ». Il a commencé à entrer dans la vie quotidienne vers 1960. Plus la taille du marché est grande, plus la richesse de ceux qui y vivent est grande.

Il ne faut donc pas rétablir aux frontières de la France des barrières douanières. Il ne faut pas sans arrêt justifier le nationalisme économique. Imiter par exemple la Corée du Nord. Chaque fois qu'on le fait, on ralentit le développement économique. On appauvrit le peuple. Les Français qui pensent qu'une fermeture des frontières leur serait bénéfique se trompent. Mais ils sont nombreux.

- Il faut laisser aux marchés le soin de réguler au jour le jour la valeur relative des monnaies. Ceux qui croient qu'on peut par exemple revenir à une certaine parité fixe entre l'euro et le dollar (pour faire baisser la valeur relative de l'euro) se trompent. Le niveau atteint aujourd'hui par les échanges économiques rend totalement illusoire toute tentative de revenir à des parités fixes. Les budgets des États deviennent de plus en plus minimes si on les compare aux échanges de capitaux qui se font en quelques heures. La BCE n'aurait pas les moyens de s'opposer à la moindre spéculation. Déjà, en 1992, le SME n'avait plus les moyens de s'opposer à la spéculation d'un seul homme.

La mondialisation est inévitable. Elle est en effet la conséquence d'une évolution technique. Elle est bénéfique, car plus la taille d'un marché est grande, plus ceux qui y vivent sont riches. Mais elle est exigeante. Elle contraint à une transformation totale toutes les entreprises exposées à la concurrence internationale. Certaines prennent une taille mondiale alors que d'autres disparaissent.

Enfin la mondialisation accentue l'échelle des salaires. Le cadre d'une multinationale a des revenus bien supérieurs à ceux d'une petite PME nationale.

### **Le Marché commun**

- Le Marché commun est une deuxième réalité incontournable pour les Français. Une merveilleuse réalité politique source de paix. Il a permis à la France et à l'Allemagne de devenir des pays amis. Et nous devons remercier les responsables politiques européens qui ont eu la sagesse, la ténacité et la volonté de mettre en place le Marché commun.

- Le Marché commun est une réalité économique bénéfique. La libre circulation des hommes, des capitaux et des marchandises entre les différents pays européens a transformé une série de petits marchés nationaux en un seul Marché commun européen beaucoup plus vaste. Notre pouvoir d'achat augmentant automatiquement avec la taille du marché, le Marché commun nous enrichit tous. Mais le Marché Commun Européen contraint toutes les entreprises exposées à la concurrence à se restructurer. Les unes prennent la taille européenne, tandis que les autres disparaissent. On ne peut vouloir en même temps le Marché Commun et la stabilité de l'emploi.

- Le Marché commun met en concurrence les entreprises françaises avec les entreprises européennes, allemandes ou polonaises en particulier. C'est son principe même. Or nos responsables politiques ont mis en place ce marché, tout en considérant qu'il n'était pas nécessaire de réduire les contraintes économiques pesant sur nos entreprises. En 1999, les contraintes pesant sur les entreprises françaises étaient déjà bien plus lourdes que les contraintes pesant sur les entreprises allemandes. Depuis, les Allemands ont réduit leurs contraintes, tandis que les Français les augmentaient. Plus nous avançons, plus les gouvernements français, aggravent la situation de nos entreprises. Ils avancent une parade: ils demandent aux autres pays européens d'imiter la politique sociale française, donc de faire peser sur leurs entreprises les mêmes contraintes. Mais depuis huit ans, ils ne sont absolument pas écoutés.

Le Marché commun est bénéfique. Mais il exige une totale refonte de la fiscalité des entreprises françaises. Et rien n'a été fait depuis huit ans. Un pays qui enverrait son équipe nationale de football aux jeux olympiques en obligeant ses joueurs à porter des chaussures de 20 kg serait la risée du monde entier. C'est exactement ce que fait la France avec ses entreprises. Et le monde entier ne se moque absolument pas de la France. Car la chute programmée d'une entreprise française permet la victoire d'une entreprise étrangère. Le monde profite de ce comportement absurde.

### **La monnaie commune**

- Une monnaie commune est possible. Elle unit depuis longtemps les États-Unis d'Amérique ou les différents états brésiliens qui ont une langue commune. Elle unit même les différents cantons suisses qui ont des langues différentes. Une monnaie commune est donc possible entre différents États qui ont conservé une certaine autonomie fiscale.

Il existe de ce fait une concurrence qui peut être bénéfique entre les différents États. Quand les impôts sur les entreprises augmentent dans un État, les entreprises fuient fiscalement dans un autre État. Par contre, quand les impôts sur le revenu baissent dans un canton suisse, les Suisses (ou les étrangers qui installent leur domicile fiscal en Suisse) sont vivement attirés par ce canton. De ce fait, les comportements fiscaux des États américains ou des cantons suisses s'éloignent finalement très peu de la moyenne nationale.

Tandis qu'en Europe, des siècles de vie économique et fiscale autarcique ont abouti au fil des ans à des pratiques totalement différentes. Le nationalisme fiscal est encore omniprésent. Il est enraciné dans les mentalités de chaque peuple.

- Mais une monnaie commune exige dans tous les pays une inflation identique. Sinon, les entreprises du pays qui a les plus forts comportements inflationnistes deviennent au fil des mois de moins en moins compétitives.

De 1949 à 1999, quinze dévaluations ont rythmé l'évolution de la valeur du franc. Or depuis 1999, aucune dévaluation n'a été possible, monnaie commune oblige. Et pendant ces huit ans, Français et Allemands n'ont pas changé leurs comportements : le déficit actuel de la balance commerciale française le prouve.

Conserver la monnaie commune, c'est croire que les Français sont capables d'adopter définitivement le comportement des Allemands, ou espérer que les Allemands adopteront le comportement français... Tout cela apparaît encore très utopique.

La manipulation fiscale qui doit être faite d'urgence va rétablir la situation actuelle. Mais elle ne pourra plus se renouveler. On doit donc envisager dès maintenant une nouvelle marche vers une autre crise monétaire.

L'abandon de l'euro et le retour à une parité fixe entre les monnaies européennes semble dans l'état actuel de nos connaissances la seule solution possible.

À moins qu'il existe un moyen pratique permettant de modifier les parités des anciennes mon-

naie. On peut par exemple imaginer que quand les symptômes d'une crise monétaire commencent à apparaître, les ministres des finances se réunissent en secret une belle nuit. Ils décident alors d'une nouvelle parité entre l'euro et les anciennes monnaies. Une telle manipulation est incapable de modifier la valeur des euros que l'on possède dans son porte-monnaie. Mais elle peut modifier la valeur de l'euro que l'on possède dans sa banque. Et le lendemain, au lever du soleil, le bon peuple de France se réveillera avec une autre parité que celle décidée en 1999. Et l'on n'aura pas que modifié quelque dix millièmes de centimes.

### **D'autres solutions techniques pourraient certainement être envisageables.**

- Il est nécessaire de conserver le système actuel de lutte contre l'inflation où la Banque centrale a le monopole de la création monétaire. Système qui a prouvé son efficacité pratiquement parfaite.

- Il est nécessaire de mettre en place un nouveau système de lutte contre le chômage. Système permettant à la demande de rester en permanence supérieure à l'offre (comme le faisait, sans le savoir, de 1949 à 1969, le contrôle des prix).

Les relances keynésiennes ont prouvé leur parfaite inutilité. Elles augmentent l'inflation, elles ne peuvent pas augmenter le pouvoir d'achat. Il faut donc les abandonner.

Selon notre vision monétariste, un système économique permettant d'augmenter ou de ralentir à volonté la progression du pouvoir d'achat existe.

En effet, plus l'inflation créée par un peuple est importante, plus la banque centrale est obligée d'augmenter ses taux courts. Plus la progression du pouvoir d'achat de la population se réduit. Le chômage apparaît à un certain seuil.

À l'opposé, plus le gouvernement prend des mesures désinflationnistes, plus la banque centrale peut abaisser ses taux. Plus le pouvoir d'achat de la population peut augmenter rapidement.

Or il est des mesures parfaitement inflationnistes. Le gouvernement qui impose une entreprise pour donner plus d'argent aux retraités augmente en même temps et l'inflation par les coûts et l'inflation par excès de la demande. La banque centrale réagit et augmente alors automatiquement ses taux. La progression du pouvoir d'achat se ralentit.

À l'opposé, un gouvernement peut prendre des mesures parfaitement désinflationnistes. Il réduit par exemple la demande en augmentant la CSG et il utilise cet argent pour subventionner les entreprises. Il réduit ainsi en même temps une inflation issue d'une demande excessive (par exemple une augmentation de salaire dépassant une augmentation de productivité) et il contraint les entreprises qu'il subventionne à abaisser leurs prix pour conserver leurs clients. Comme elles en ont les moyens, elles le font. Le gouvernement crée alors à volonté de la désinflation et devient l'allié de la banque centrale. La banque centrale abaisse ses taux courts et ainsi le pouvoir d'achat de la population grimpe. Le chômage se résorbe.

Entre ces deux extrêmes, il existe toute une gamme d'actions économiques du gouvernement. Il peut par exemple utiliser une augmentation de la CSG pour augmenter les RMI. Une telle action n'est

qu'un transfert de pouvoir d'achat. Elle est en pratique totalement neutre vis-à-vis de l'inflation.

La banque centrale ne modifiera pas ses taux. Le pouvoir d'achat restera stable.

Il semble ainsi possible de moduler à volonté la progression du pouvoir d'achat, par consommateurs, entreprises et banque centrale interposés. Donc de maintenir en permanence le pouvoir d'achat toujours un peu supérieur à l'offre. Comme en France avant 1969 ou en Irlande après 1985.

---

## Conclusion

En 1983, les pays européens ont mis en place un système de lutte contre l'inflation parfaitement efficace. Mais ce système a un inconvénient majeur. Plus le comportement inflationniste d'un peuple est important, plus la banque centrale est contrainte d'augmenter ses taux courts, donc de réduire la progression du pouvoir d'achat. Le chômage apparaît automatiquement si l'inflation dépasse un certain seuil.

En 1999, les peuples européens ont adopté une monnaie unique. Si le comportement inflationniste d'un peuple est supérieur à celui d'un autre peuple, une machine infernale poussant à une crise monétaire grave est en place. Car une dévaluation n'est plus possible. La situation actuelle de la France est très proche de la crise monétaire grave. Un traitement d'urgence efficace est nécessaire. Il est tout à fait possible. Mais pour le long terme, il est indispensable de mettre en place un système évitant la récurrence.

Selon notre analyse, il semble donc qu'en 2008, il est possible d'associer le système efficace de lutte contre l'inflation à un système tout aussi efficace de lutte contre le chômage.

Un gouvernement peut en effet choisir à volonté soit des mesures sociales inflationnistes, qui réduisent la progression du pouvoir d'achat, soit des mesures qui font exactement l'inverse.

Il nous semble donc aujourd'hui possible de supprimer à volonté inflation et chômage.

\*  
\* \*